

Objet : Avis d'Appel d'Offres
Invitation à soumissionner pour un Appel d'Offres Ouvert
Nom du Projet : PEJ III
N° du Projet : 20.2076.6-001.00
Pays : Maroc
N° CoSoft : 83449132

Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Mesdames, Messieurs,

La GIZ – Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit – Coopération allemande au développement, est un prestataire de services de coopération internationale actif au niveau mondial, présent au Maroc depuis 1975. Avec ses partenaires, elle met au point des solutions efficaces qui ouvrent des perspectives aux populations et améliorent durablement leurs conditions de vie.

Votre référence :
Notre référence :

Les gouvernements Marocain et Allemand ont défini des secteurs prioritaires dans la politique de coopération qui constituent la base des différents programmes et projets : Gouvernance, énergies renouvelables, environnement et changement climatique, gestion des ressources en eau ainsi que le développement économique durable.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dans le cadre de la coopération maroco-allemande, le Bureau GIZ à Rabat lance un appel d'offres sous le N° **83449132** ayant pour objet « **Développement du système de renforcement de capacités pour le dispositif de promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural** » pour le Projet PEJ III.

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Si vous êtes intéressés par la mise en œuvre des tâches selon le dossier d'appel d'offres en annexe, veuillez nous envoyer votre offre sous **format PDF**, et **uniquement** à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de**, au plus tard le **19/10/2023**.

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Merci de noter que le trait d'union entre le MA et Quotation est celui de dessous de ligne (tiret du bas _) et non celui sur la ligne -)

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Votre offre devra nous être soumise en **deux e-mails séparés** :

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

Un 1^{er} e-mail contenant votre offre technique et dossier administratif, intitulé en **objet** :

83449132 - Offre Technique et Dossier Administratif_votre nom.pdf

Le dossier administratif doit contenir les documents suivants :

- La présentation de la société ;
- La copie du Modèle 7 (Modèle J) datant de moins de 3 mois ;
- La copie des statuts ;

- Les attestations du chiffre d'affaires déclaré des 3 derniers exercices (point 14 du schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires).
- Nombre moyen des salariés sur les 3 dernières années civiles (point 15 du schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires).
- Attestations d'au moins 1 projet de référence dans le domaine du Développement et ancrage de système de renforcement des capacités d'un volume minimum de 327 600,00 MAD au cours des 3 dernières années (point 20 du schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires).
- Attestations d'au moins 2 projets de référence au Maroc d'un volume minimum de 327 600,00 MAD au cours des 3 dernières années (point 21 du schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires).

ET

Un 2^{ème} e-mail contenant votre offre financière signée et cachetée avec l'entête de votre société, intitulé en **objet** :

83449132 - Offre Financière_votre nom.pdf

Veillez noter que **les offres d'une taille supérieure à 30 Mo** ne peuvent pas être reçues par e-mail. Si votre offre atteint ou dépasse cette taille, nous vous remercions de l'envoyer :

- ✓ Soit via **Filetransfer** (<https://filetransfer.giz.de>) en mentionnant le code de téléchargement dans votre e-mail de soumission. Pour des raisons de sécurité, seules les offres envoyées via **Filetransfer** seront acceptées. Les offres envoyées via d'autres outils de partage de données seront rejetées.

Ou

- ✓ Sur **deux/plusieurs e-mails différents**.

Pour ce faire nous vous prions de mentionner dans l'objet de l'e-mail le N° de consultation avec offre technique 1^{ère} partie puis sur un autre e-mail offre technique 2^{ème} partie etc.

Ex : AO N° **83449132** offre technique 1^{ère} partie

Ex : AO N° **83449132** offre technique 2^{ème} partie

Toute offre ne respectant pas strictement les directives ci-dessus concernant la composition de l'offre, l'intitulé en objet des e-mails, ou envoyée à une autre adresse mail, ou envoyée sous un autre format ne sera pas acceptée.

Des questions techniques, de procédure ou commerciales relatives à cette consultation, sont à adresser uniquement sous forme écrite seulement à l'adresse suivante : **MA_Quotation@giz.de**, avec la mention obligatoire « **83449132_Demande de complément d'information** » dans la rubrique **objet** de l'e-mail, ce au plus tard le 04/10/2023.

Les offres reçues seront évaluées par la GIZ en fonction de leur contenu technique (voir tableau d'évaluation technique, en annexe) et de leur prix.

Les offres financières ne seront consultées que lorsque l'évaluation technique est terminée. Les évaluateurs n'auront pas accès aux propositions financières avant la fin de l'évaluation technique.

Après la finalisation de l'évaluation des offres techniques et financières, des négociations contractuelles pourront éventuellement avoir lieu avec le soumissionnaire ayant obtenu le score total le plus favorable. En cas d'échec des négociations avec celui-ci, des négociations seront entamées avec le soumissionnaire placé au second rang et ainsi de suite jusqu'à conclusion d'un contrat.

Le soumissionnaire retenu sera notifié et les autres soumissionnaires recevront un e-mail de regret.

Veillez noter que :

- (a) les dépenses afférentes à la mise au point des propositions et aux négociations relatives au contrat, y compris celles liées aux visites auprès des services du Bureau de la GIZ au Maroc, ne constituent pas un coût direct de la soumission et à ce titre, ne sont pas remboursables ;
- (b) la GIZ-Maroc n'est pas tenue d'accepter l'une des quelconques propositions qui auront été soumises ;
- (c) l'offre doit respecter les conditions générales du contrat (« AVB local », en annexe). En cas d'attribution du marché, celles-ci deviendront partie intégrante du contrat. Les conditions générales du soumissionnaire ne sont pas applicables.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Rabat, le 8.09.2013



Le Service « Achats et Contrats » du Bureau de la GIZ au Maroc

Annexe :

Dossier d'Appel d'Offres

1. Conventions particulières
2. Conditions générales
3. Termes de référence
4. Schéma d'évaluation technique
5. Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires

Annexe 1 : Conventions Particulières

N° du contrat : 83449132
Projet : PEJ III
N° du projet : 20.2076.6-001.00
Nom du contractant :

Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Votre référence :
Notre référence :

1. Termes de référence

Les termes de référence de la mission (TdR), annexe 3, font partie intégrante de ce contrat.

2. Facturation et paiement

Le paiement est échu selon les dispositions de Art. 3.3.1 des conditions générales. La facture doit être soumise en bonne et due forme accompagnée des justificatifs suivants :

- L'attestation de réception des prestations signée par le chef de la mission
- Time sheet signée par le chef de la mission (les time sheets doivent refléter exactement l'activité du contractant)

Le projet s'engage à fournir une attestation d'exonération de TVA. Pour l'obtenir, le Bureau d'études fournira une facture pro forma sur le montant total en MAD et en Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée (HTVA). L'ensemble des retenues seront appliquées conformément aux obligations légales marocaines.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

Conditions générales (conditions générales locales) relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour le compte de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au Maroc

1. Règles générales applicables à la fourniture de prestations

1.1. Droit applicable et juridiction compétente

Le droit applicable au contrat est le droit du Maroc. Les conditions générales d'affaires ou de paiement du contractant ne sont pas applicables. La juridiction compétente est celle du Tribunal de première instance à Rabat. La GIZ peut également assigner le contractant auprès du tribunal compétent pour le domicile et/ou le siège du contractant ou le lieu de résidence habituel du contractant.

1.2 Forme

Sauf dispositions contraires des parties au contrat et à moins que des prescriptions légales ne prévoient une forme plus stricte, le contrat et les modifications ou avenants au contrat ainsi que toutes les communications importantes requièrent la forme écrite.

1.3 Qualité des prestations

Les prestations à fournir doivent être conformes à l'état et aux règles reconnus de la science et de la technique de même qu'au cahier des charges. Elles doivent être d'une excellente qualité.

1.4 Conditions d'ensemble et durabilité

1.4.1 Respect de la législation

Lors de l'exécution de ses prestations, le contractant doit respecter toutes les dispositions légales, réglementaires et administratives pertinentes, y compris les prescriptions fiscales.

1.4.2 Normes environnementales et sociales, droits humains

Le contractant réalise ses prestations dans le respect du droit environnemental national et international en vigueur, minimise les émissions de gaz à effet de serre et évite toute action susceptible d'accroître la vulnérabilité de la population et/ou des écosystèmes.

Le respect des droits humains, la protection de l'enfance, la prévention des actes de violence, d'exploitation et d'abus de quelque nature que ce soit, l'absence de toute discrimination, notamment fondée sur l'origine, l'appartenance ethnique, la religion, l'âge, l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou le handicap, ainsi que la promotion de l'égalité de droits pour tous les genres doivent être garantis par le contractant lors de l'exécution de ses prestations conformément aux normes internationales et aux traités multilatéraux, notamment les accords internationaux relatifs aux droits humains.

Le contractant prend des mesures appropriées en vue de prévenir le harcèlement sexuel dans le cadre professionnel et s'abstient de toute incitation à la violence ou à la haine ainsi que de toute discrimination sans justification objective envers des personnes ou groupes de personnes.

1.4.3 Normes en matière de travail

Dans le cadre de l'exécution du marché, le contractant est tenu de respecter les principes et droits fondamentaux au travail énoncés dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 18/06/1998 (liberté d'association, droit de négociation collective, élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession).

Le contractant est en particulier tenu, dans le cadre de l'exécution du marché, de respecter les directives par lesquelles les conventions fondamentales de l'OIT (conventions n° 29, n° 87, n° 98, n° 100, n° 105, n° 111, n° 138 et n° 182) ont été transposées dans le droit du Maroc. Si le Maroc n'a pas ratifié ou n'a pas transposé dans le droit national une ou plusieurs de ces normes fondamentales, le contractant doit respecter les directives du Maroc qui poursuivent la même finalité que les normes fondamentales de l'OIT.

1.4.4 Prévention des résultats négatifs non intentionnels dans le cadre de l'exécution du contrat

Le contractant est tenu de fournir ses prestations en s'efforçant, par la mise en œuvre de mesures d'atténuation clairement imputables, d'éviter ou de minimiser les résultats négatifs non intentionnels sur l'environnement, la protection du climat, l'adaptation au changement climatique, les droits humains, les contextes fragiles ou marqués par les conflits et la violence, et l'égalité de genre. En parallèle, le contractant s'engage à exploiter au maximum les potentiels de promotion de l'égalité de genre.

1.4.5 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant manque à l'une des obligations mentionnées au point 1.4 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant.

1.5 Intégrité

1.5.1 Conflit d'intérêts

Le contractant s'interdit d'entrer dans tout conflit d'intérêts en rapport avec le contrat. Un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou d'attaches nationales, de relations familiales ou amicales ou d'autres liens ou intérêts. Le contractant s'engage en particulier :

- à ne pas accepter de la part de tiers de rémunération supplémentaire en rapport avec le marché ;
- sauf accord préalable de la GIZ, à ne pas accepter, pendant la durée du contrat, d'autres missions susceptibles de le mettre en situation de conflit d'intérêts en raison de la nature même de la mission ou de ses liens personnels ou professionnels avec un tiers ;
- sauf autorisation écrite préalable avec signature de la GIZ, à ne pas conclure de contrats en lien avec le marché avec

des personnes physiques ou morales avec lesquelles il entretient des relations personnelles ou professionnelles.

Le contractant s'engage à informer sans délai la GIZ de tout élément constituant un conflit d'intérêts ou susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et à convenir avec elle de ce qu'il y a lieu de faire. Si les parties ne peuvent se mettre d'accord et que la GIZ résilie le contrat, cette résiliation sera imputable au contractant.

1.5.2 Code d'intégrité

Le contractant s'interdit, que ce soit de manière directe ou par le biais de tiers, d'offrir, de consentir, d'accepter ou de chercher à obtenir, pour lui-même ou pour des tiers, des présents ou des avantages dans le cadre de l'attribution et/ou de l'exécution du contrat. Cette disposition s'applique également aux primes de célérité.

Le contractant s'interdit de passer avec une ou plusieurs autres entreprises des ententes entravant la concurrence.

Toute forme de corruption est à proscrire. Le contractant s'engage à prendre des mesures appropriées et adaptées en vue de prévenir et de lutter contre la corruption. Il est tenu, en outre, de signaler sans délai au système de signalement de la GIZ les cas confirmés ainsi que les cas fortement suspects de corruption et/ou de délits d'atteinte aux biens, tels que la fraude, le détournement frauduleux ou l'abus de confiance, en rapport avec l'exécution du marché. Le système de signalement est accessible via le portail de signalement, le la conseiller·ère en matière d'intégrité de la GIZ via integrity-mailbox@giz.de, ou le médiateur externe via ombudsmann@ra-iss.de => www.giz.de/en • [About GIZ](#) • [Compliance](#) • [Whistleblowing](#).

1.5.3 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant passe outre l'une des interdictions ou obligations citées au point 1.5 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant. Dans le cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées au point 1.5, la GIZ peut, dans la mesure où cela est approprié, exclure le contractant pour une durée déterminée d'appels d'offres futurs.

1.6 Confidentialité

Le contractant est tenu de garder confidentielles, pendant et après la durée du contrat, toutes les données et autres informations en rapport avec le marché (documents qui lui ont été transmis ou informations échangées avec lui, par exemple), dont lui et ses collaborateurs·rices auront eu connaissance lors de l'exécution du marché. Cette disposition s'applique également lorsque ces documents ou informations n'ont pas été expressément signalés comme secrets ou confidentiels.

Le contractant n'est pas autorisé à divulguer à des tiers des documents et résultats de travail de quelque nature que ce soit, en particulier des rapports, à moins que la GIZ ne lui ait préalablement signifié son accord par écrit. Le commettant/client de la GIZ fait également partie des tiers au sens de la présente disposition. Le contractant ne doit pas non plus utiliser ces données et informations à des fins personnelles.

1.7 Autorisation de publication par la GIZ

Toute publication sur l'activité du contractant dans le cadre du projet requiert l'autorisation préalable de la GIZ sous forme

écrite avec signature. Une description succincte du marché et du cadre d'activité du contractant à des fins de relations publiques n'est cependant pas soumise à cette procédure d'autorisation préalable. La description succincte consiste à indiquer l'objet du marché et ses principaux résultats. Le contractant doit, dans tous les cas, exprimer sous une forme appropriée qu'il effectue sa mission pour le compte de la GIZ et mentionner le commettant/client de la GIZ et, le cas échéant, d'autres financeurs.

1.8 Prise en compte de la charte graphique de la GIZ

Lors de la conception de matériels relatifs au marché destinés à des tiers (p. ex. cartes de visite, papiers à en-tête, courriels, publications, présentations), il y a lieu de tenir compte des instructions de la GIZ. La conception doit, en outre, faire l'objet d'une concertation avec la GIZ et l'institution partenaire responsable.

1.9. Droits de jouissance/documents sur les résultats de la mission

1.9.1 Principe

Sauf stipulation contraire dans les documents contractuels, le contractant concède à la GIZ l'intégralité des droits transférables de protection et de propriété sur ses résultats de travail. Si les résultats de travail sont protégés par des droits d'auteur ou par d'autres droits de protection non transférables, le contractant concède à la GIZ un droit d'usage irrévocable et exclusif, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu, sur l'ensemble des résultats de travail ; ce droit d'usage inclut une exploitation commerciale, même hors du cadre de l'action concernée. En outre, l'auteur renonce expressément à son droit à la mention de son nom.

1.9.2 Résultats de travail

Les résultats de travail mentionnés au point 1.9.1 comprennent tous les biens corporels et incorporels créés ou acquis dans le contexte de l'exécution du contrat, en particulier les études, avant-projets, matériels de documentation, articles, informations, illustrations, dessins et croquis, calculs, plans, photographies, matériels, films négatifs, fichiers image et autres représentations figuratives. Les résultats de travail comprennent également les programmes informatiques que le contractant élabore, adapte, acquiert ou met à disposition dans le cadre de l'exécution du contrat.

1.9.3 Portée des droits d'usage

Les droits d'usage concédés à la GIZ comprennent un droit d'exploitation des résultats de travail, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu. La GIZ est en outre autorisée à transférer à des tiers les droits d'usage qui lui ont été concédés ou à concéder à des tiers des droits d'usage simples.

1.9.4 Absence de droit de tiers

Le contractant garantit que les résultats de travail sont exempts de droits de propriété intellectuelle ou d'autres droits de tiers susceptibles de restreindre l'exploitation telle qu'elle est décrite au point 1.9.3. Le contractant libère la GIZ de toute prétention que des tiers pourraient faire valoir du fait de l'octroi ou de l'exercice des droits d'usage visés au point 3.1, et l'indemnise de tous les frais engagés pour la défense de ces droits.

1.9.5 Indemnisation

La rémunération contractuelle convenue couvre également la concession des droits d'usage.

1.10 Protection des données

Dans le cadre du marché, la GIZ traite les données à caractère personnel uniquement dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et d'autres dispositions applicables en matière de protection des données. Ces données sont enregistrées et traitées par la GIZ dans la mesure où cela est nécessaire pour l'exécution du contrat. Le contractant a le droit de consulter, effacer ou rectifier ces données et peut s'adresser à la GIZ (datenschutzbeauftragter@giz.de) ou aux autorités publiques compétentes pour faire respecter ses droits.

Le contractant respecte les dispositions applicables en matière de protection des données et exige leur respect de la part de ses collaborateurs.

Le contractant garantit que les données transmises à la GIZ sont traitées de manière conforme aux directives en vigueur en matière de protection des données et qu'elles sont libres de droits de tiers susceptibles de s'opposer à l'utilisation de ces données dans le cadre du contrat. Le contractant libère la GIZ de toute réclamation pour violation des règles relatives à la protection des données et lui rembourse tous les frais occasionnés dans ce contexte par des mesures de défense juridique ou du fait de sanctions imposées par des organismes publics.

Dans la mesure où le droit applicable en matière de protection des données contient des principes spécifiques s'appliquant obligatoirement à la fourniture des prestations (p. ex. le respect de la mise en œuvre d'exigences techniques destinées à assurer la protection des données dès la conception technique et par défaut), le contractant accordera une importance particulière à la mise en œuvre pratique de ces principes.

Dans la mesure où le contractant traite pour la GIZ des données à caractère personnel au sens de l'art. 28 du RGPD, ce traitement s'effectue sur la base d'un accord *ad hoc*.

1.11 Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte.

Le contractant n'est autorisé, dans le cadre de l'exécution du contrat, à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations.

Il respecte en outre, dans le cadre de l'exécution du contrat, les embargos et autres restrictions commerciales imposées par les Nations unies, l'Union européenne ou la République fédérale d'Allemagne.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point 1.11. Les droits de la GIZ stipulés aux points 5 et 6 restent inchangés.

1.12 Respect des accords concernant le projet

Le contractant s'engage à respecter les accords de droit international conclus entre la République fédérale d'Allemagne et le pays d'intervention ainsi que, le cas échéant, la convention d'exécution signée pour le projet entre la structure de mise en œuvre du projet et la GIZ.

2. Fourniture de prestations par le contractant

2.1 Déploiement d'expert-e-s

Le contractant garantit que lui-même et, le cas échéant, les expert-e-s qu'il met en place possèdent les qualifications personnelles et professionnelles requises pour mener à bien les tâches qui leur incombent.

Le contractant s'assure que les expert-e-s auquel-le-s il fait appel respectent les dispositions pertinentes du contrat.

2.2 Mesures de protection, état de santé requis et assurances nécessaires

Il incombe au contractant de s'assurer que lui-même et les expert-e-s auquel-le-s il fait appel ont l'état de santé requis pour le pays d'intervention. Il doit notamment veiller à ce que les vaccinations nécessaires soient effectuées. Il doit contracter les assurances nécessaires avec une couverture suffisante (en particulier les assurances maladie, accident et rapatriement). À la demande de la GIZ, le contractant doit apporter la preuve qu'il a respecté ses obligations en la matière.

Toute responsabilité de la GIZ au titre des dommages matériels, de la maladie, des dommages corporels ou du décès du contractant ou de ses collaborateurs affecté-e-s au projet, ou des conséquences afférentes est exclue.

2.3 Coopération avec d'autres institutions

Le contractant et les expert-e-s qu'il déploie s'engagent à coopérer avec la représentation diplomatique allemande à l'étranger, avec les experts-e-s travaillant dans le pays d'intervention et avec les représentant-e-s de la République fédérale d'Allemagne en mission dans le pays d'intervention, de même qu'avec les représentant-e-s et expert-e-s d'organisations multilatérales ou autres, dans la mesure où cela présente un intérêt pour l'exécution des prestations.

2.4 Force majeure

Un cas dit de « force majeure » est un événement inévitabile (catastrophe naturelle, apparition de maladies ou d'épidémies, troubles civils graves, guerre ou actes de terrorisme, par exemple), qui est imprévisible malgré le discernement et l'expérience, qui ne peut être empêché ou neutralisé en déployant des moyens économiquement acceptables et la plus grande diligence et qui empêche une des parties d'exécuter les prestations contractuelles. Dans la mesure où un événement provient de la sphère de l'une des parties, il ne constitue pas un cas de force majeure.

Handwritten initials

En cas de force majeure, les obligations contractuelles, dans la mesure où elles sont affectées par l'événement concerné, sont suspendues aussi longtemps que persiste l'impossibilité d'exécution due à cette situation, à condition que l'une des parties en informe l'autre sans retard fautif après la survenance de la force majeure. Dans ce cas, le contractant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les frais causés par la force majeure et de les documenter.

Si la fourniture des prestations est définitivement impossible pour cause de force majeure ou si l'événement de force majeure dure plus de trois mois, les deux parties contractantes ont le droit de résilier le contrat sans autre préavis. Le droit de la GIZ à résilier le contrat en vertu du point 10 n'en est pas affecté.

En cas d'interruption ou de résiliation pour cause de force majeure, les prestations fournies ainsi que tous les frais prouvés, nécessaires et inévitables du contractant sont à facturer aux prix du contrat. La GIZ peut refuser de rembourser les frais conformément à la présente disposition si le contractant prouve ou documente ses dépenses et les mesures qu'il a prises pour les réduire de manière insuffisante ou s'il tarde à le faire sans motif valable. Le remboursement des frais engagés après ~~deux~~ mois à compter du début de l'interruption est exclu.

Si, avec l'accord de la GIZ, l'activité est poursuivie dans un lieu autre que le lieu d'intervention pour cause de force majeure, le taux d'honoraires convenu par contrat continue d'être payé. Les autres postes de rémunération continuent d'être payés à hauteur du montant convenu au contrat pendant trois mois maximum dans la mesure où les coûts ne sont pas évités ou ne sont pas évitables ou que les ressources ne sont pas utilisées à d'autres fins.

2.5 Obligations de rapports et d'information

2.5.1 Obligation de rapports

Le contractant soumet dans les délais à la GIZ les rapports dont la nature et la périodicité de remise sont précisés dans les documents contractuels, et ce dans la langue, la forme et au format prescrits. Sauf stipulation contraire du contrat, le contractant rédige les rapports en anglais et les envoie à la GIZ par voie électronique (dans un format compatible avec MS Word et au format PDF).

Les frais afférents à la rédaction des rapports doivent être intégrés aux tarifs d'honoraires des expert-e-s ; ils ne sont pas remboursés séparément.

2.5.2 Obligation pour le contractant d'informer la GIZ de l'avancement du marché

La GIZ peut à tout moment vérifier l'état d'avancement et les résultats de l'exécution du marché, ce qui inclut la comptabilité afférente au projet et les comptes spéciaux ouverts pour le projet. Le contractant est tenu de mettre à sa disposition les documents nécessaires et de lui communiquer les renseignements requis. À la demande de la GIZ, le contractant doit renseigner d'autres entités ou des personnes ou organisations mandatées par la GIZ et permettre les contrôles demandés. Dans le cas d'un tel contrôle, le contractant s'engage à coopérer de façon adéquate.

2.7 Conservation de documents se rapportant au marché

Les documents et résultats de travail, y compris les documents financiers, se rapportant au marché doivent être conservés par le contractant pendant dix ans après réception du rapport final et/ou de l'ouvrage, et être remis à la GIZ pour consultation si celle-ci le demande.

2.8. Achats de matériels et équipements

Pour les achats de matériels et équipements stipulés au contrat, le contractant doit joindre, en plus des justificatifs requis en vertu du point 3.2.1, une attestation de remise des matériels et équipements au bénéficiaire désigné dans le contrat.

Le contractant ne peut passer de marchés de fournitures qu'à des fournisseurs spécialisés, fiables et compétents, en observant les règles de la concurrence et en tenant compte des impératifs de rentabilité économique. Il doit également s'assurer du respect des critères de transparence, d'égalité de traitement et de qualification des soumissionnaires. En règle générale, trois offres comparables doivent être sollicitées. Le contractant doit respecter les « Règles de la GIZ relatives à la remise au partenaire des biens d'équipement et à leur inventaire » : www.giz.de/en -> [Doing business with GIZ -> Procurement and financing – GIZ as a public contracting authority -> Contracts for services and construction as well as development partnerships: Contract management, invoicing and accounting procedures](#) et ici sous Annexes : [Procurement of materials and equipment](#).

3. Rémunération et décomptes

3.1 Principes et éléments de la rémunération

Le prix indiqué dans le contrat représente le montant maximal exigible ; les coûts dépassant ce montant ne sont pas remboursés.

En plus du prix convenu au contrat, le contractant peut, le cas échéant, facturer la TVA au taux légal applicable.

La rémunération porte sur les postes de rémunération convenus dans le contrat. Les montants convenus correspondant à ces postes sont des montants maximaux.

Les rabais, escomptes, ristournes, allègements ou remboursements fiscaux de même que toutes les autres réductions de prix que le contractant parvient à obtenir, dans le cadre de l'exécution des prestations, sur des coûts remboursés par la GIZ doivent être mis à profit et répercutés sur la GIZ ou être déqualifiés du décompte.

3.1.1. Taux des honoraires

Les honoraires sont calculés sur la base de jours d'expert-e. Les jours d'expert-e sont des journées complètes durant lesquelles le contractant ou un-e ou plusieurs des expert-e-s auquel-le-s il fait appel réalisent des prestations pour la GIZ. Les journées uniquement consacrées aux voyages et déplacements ne constituent pas des jours d'expert-e.

Si le contrat le prévoit, il est également possible, dans certains cas, de calculer les honoraires sur la base d'heures d'expert-e. Les décomptes ne peuvent pas être effectués sur la base d'autres unités.

Le taux des honoraires du contractant ou des expert-e-s auquel-le-s il fait appel couvre l'ensemble des charges de personnel, charges accessoires comprises, les frais de communication, les coûts afférents à la rédaction des rapports ainsi que tous les frais généraux, le bénéfice, les intérêts, les risques, etc.

3.1.2 Frais de voyage et de mission

3.1.2.1 Frais de voyage par avion et autres frais de transport

Les frais de voyage en avion ou par d'autres moyens de transport sont remboursés à hauteur des montants convenus dans le contrat, généralement sous forme forfaitaire, et exceptionnellement contre production de justificatifs.

3.1.2.2 Indemnité journalière de subsistance

L'indemnité journalière couvre les frais de subsistance supplémentaires exposés par le contractant et/ou ses expert·e·s lors d'une mission de plus d'une journée qui se déroule en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège.

3.1.2.3 Indemnité d'hébergement

L'indemnité d'hébergement couvre les frais exposés par le contractant et/ou ses expert·e·s pour leur hébergement lors d'une mission se déroulant en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège social, pour autant qu'un tel hébergement soit nécessaire.

Ces indemnités sont versées dans la mesure où l'hébergement est rendu nécessaire du fait du contrat. Les nuitées correspondantes doivent être notées séparément sur le justificatif du temps travaillé.

3.1.2.4 Autres frais de voyage

Les autres frais de voyage induits par le contrat sont remboursés à hauteur du nombre et des quantités convenus dans le contrat, généralement sur une base forfaitaire, dans des cas exceptionnels contre production de justificatifs.

3.1.3 Autres frais

3.1.3.1 Sous-traitance

Dans les cas de sous-traitance, les frais effectivement exposés sont remboursés sur présentation de justificatifs à hauteur des montants convenus dans le contrat.

3.1.3.2 Poste de rémunération flexible

Si un poste de rémunération flexible est prévu dans le contrat, le contractant peut, jusqu'à concurrence de ce poste de rémunération flexible, dépasser les quantités convenues au contrat en tenant compte des prix unitaires et des bases de facturation stipulés dans le contrat. Le poste de rémunération flexible ne comprend que les coûts encourus au titre des postes de rémunération énumérés, pour autant qu'ils soient convenus au contrat.

Pour solliciter la rémunération flexible, il est nécessaire, avant que les frais concernés ne soient engagés, de recueillir l'accord sous forme écrite avec signature de la GIZ.

3.2 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats de service

3.2.1 Établissement des factures

En règle générale, les paiements ne sont effectués que sur présentation des justificatifs correspondants. Le contractant doit fournir l'original de tous les justificatifs demandés.

3.2.2 Justificatifs du temps travaillé

Le décompte des honoraires, des frais occasionnés par le contrat dans le pays d'intervention ainsi que des éventuelles indemnités journalières et d'hébergement en lien avec le

contrat est effectué sur la base d'un justificatif du temps travaillé sur lequel le contractant reporte les jours d'expert·e effectués.

3.2.3. Décompte final et paiement pour solde de tout compte

Le contractant est tenu de soumettre sa facture finale immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après expiration de la durée d'intervention convenue dans le contrat. La facture finale peut, après achèvement des prestations, être présentée avant la fin convenue du contrat. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). Le paiement pour solde de tout compte intervient après remise d'une facture finale en bonne et due forme et après l'exécution par le contractant de l'ensemble des obligations lui incombant en vertu du contrat.

Les montants qui ont été payés en trop par la GIZ lui sont remboursés par le contractant dès facturation.

Si une avance a été versée et si, malgré une relance de la GIZ, le contractant ne présente pas sa facture finale dans un délai de 15 jours, il devra procéder au remboursement de l'avance.

3.3 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages

Dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages, les dispositions prévues au point 3.2 s'appliquent dans les conditions suivantes :

3.3.1 Droit à rémunération

La facture finale doit être présentée immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après réception de l'ouvrage. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis).

Le paiement de la rémunération est échu après réception des prestations et après réception de la facture finale comportant toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). La GIZ effectue le règlement au plus tard 30 jours après la date d'échéance des créances dûment justifiées.

3.3.2 Retenue de garantie

Si le versement d'acomptes a été convenu dans le contrat, une retenue de 10 % sera prélevée sur les montants facturés (TVA comprise) conformément aux termes du contrat. La retenue de garantie ne sera pas versée dans un premier temps. Elle peut être remplacée par la constitution d'une sûreté. La retenue de garantie est libérée après réception de l'ensemble de la prestation.

3.3.3 Réception

La réception est effectuée sous forme écrite avec signature.

Les droits à garantie de la GIZ au titre de défauts apparents au moment de la réception restent intacts, même si la GIZ ne s'est pas réservé, lors de la réception, le droit de les invoquer.

4. Avenants au contrat

Les parties au contrat peuvent convenir d'adaptations au contrat portant sur le contenu des prestations, leur durée d'exécution et la rémunération convenue.

Tous les changements qui exigent de modifier le cadre estimatif détaillé, le remplacement d'expert-e-s et toutes autres modifications essentielles du contrat sont convenus entre les parties par le biais d'un avenant au contrat sous forme écrite avec signature. Les changements exigeant de modifier le cadre estimatif détaillé concernent, par exemple, les modifications apportées à la durée d'exécution des prestations, l'élargissement du contenu des prestations, les ajustements des besoins en personnel et/ou les modifications de la rémunération.

5. Réparation, interruption et résiliation

5.1 Réparation

La GIZ peut exiger qu'il soit remédié à tout défaut constaté dans les prestations du contractant ; cette demande de réparation n'est pas une condition préalable à l'exercice d'autres droits.

5.2 Interruption

La GIZ peut ordonner à tout moment une interruption totale ou partielle de l'activité, pour des raisons politiques, par exemple. Dans ce cas, le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire ses coûts autant que possible.

Si l'interruption dure plus de trois mois, le contractant peut résilier le contrat.

En cas d'interruption ou de résiliation, les prestations effectivement exécutées jusqu'à ce moment-là ainsi que tous les frais nécessaires et prouvés engagés par le contractant jusqu'à la fin de l'interruption sont à facturer aux prix du contrat. Tout autre droit est nul et non avenue.

5.3 Résiliation

La GIZ peut à tout moment, sans autre préavis et sans demande préalable de réparation des défauts, résilier le contrat dans sa totalité, pour certaines parties de prestations ou relativement à certains expert-e-s.

5.3.1 Résiliation pour un motif non imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif non imputable au contractant, ce dernier est en droit d'exiger la rémunération convenue, déduction faite cependant des dépenses qu'il a ou aurait pu économiser ainsi que des sommes qu'il perçoit grâce à une autre affectation des ressources concernées ou qu'il omet délibérément de percevoir. Les honoraires, de même que les salaires et les coûts salariaux indirects, sont réputés pouvoir être économisés s'ils sont dus pour des périodes qui se situent au-delà de 60 jours à compter de la réception de l'avis de résiliation.

La charge de la preuve dans le cas d'exceptions incombe au contractant.

5.3.2 Résiliation pour un motif imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif imputable au contractant, seules les prestations déjà fournies, dans la mesure où elles sont utilisables par la GIZ, sont rémunérées aux prix contractuels ou, sur la base des prix contractuels, au prorata des parties de prestations fournies par rapport à

l'ensemble des prestations prévues au contrat. Les prestations non utilisables sont restituées au contractant à ses frais. Dans la mesure où la fourniture de services figure parmi les prestations contractuelles, les services prestés conformément au contrat jusqu'au moment de la résiliation sont considérés comme prestations utilisables. En aucun cas le contractant ne peut faire valoir de prétention excédant la somme contractuelle.

6. Responsabilité, pénalités contractuelles et retard

6.1 Responsabilité

Le contractant est responsable conformément aux dispositions légales. En outre, la GIZ est en droit de faire valoir des dommages occasionnés au bénéficiaire de la prestation du fait du non-respect de ses obligations contractuelles par le contractant.

6.2 Pénalités contractuelles

En cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées aux points 1.4.2 (Normes environnementales et sociales, droits humains), 1.4.3 (Normes en matière de travail) et 1.5 (Intégrité), le contractant est tenu de payer pour chaque manquement une pénalité d'un montant de 25 000 euros. Si l'avantage en nature procuré est supérieur à ce montant de 25 000 euros, la pénalité dont le contractant est redevable s'élève au montant de l'avantage retiré. Cela n'affecte pas le droit de la GIZ de solliciter d'autres dommages-intérêts. La pénalité contractuelle sera cependant déduite de ces dommages-intérêts.

6.3 Retards dans la fourniture d'ouvrages

Si, pour un ouvrage dont la fourniture a été convenue, le contractant ne respecte pas les échéances et délais convenus et ne fournit pas non plus l'ouvrage dans le délai de grâce que lui a fixé la GIZ, celle-ci est en droit, à compter de la date d'expiration du délai de grâce et pour chaque semaine entamée de dépassement de ce délai, d'exiger une pénalité de retard équivalant à 0,5 % du montant de la rémunération, jusqu'à concurrence toutefois d'un maximum de 8 % au total du montant de la rémunération.

7. Dispositions finales

7.1 Interdiction de cession de droits par le contractant

Le contractant ne peut céder de droits résultant du contrat qu'avec l'accord préalable de la GIZ, donné sous forme écrite avec signature.

7.2 Nullité partielle

Si une des dispositions du contrat est frappée de nullité ou s'avère irréalisable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions, qui restent inchangées. La clause invalide ou irréalisable sera remplacée par la disposition valide et réalisable dont les effets se rapprochent le plus du but économique poursuivi par les parties au contrat avec la clause frappée de nullité ou devenue irréalisable. Cette disposition s'applique *mutatis mutandis* si le contrat présente des lacunes.

TERMES DE REFERENCE (TdR) Numéro du projet/
poste de dépenses :
2020.2076.6-001.00
Développement du système de renforcement de capacités du Dispositif de Promotion de l'Emploi des Jeunes en milieu rural

Sommaire

0.	Liste d'abréviations.....	2
1.	Contexte.....	3
2.	Tâches à exécuter par le contractant.....	5
2.1.	Jalons et livrables	7
2.1.1.	Jalons :	7
2.1.2.	Liste des livrables	8
3.	Concept.....	10
3.1.	Conception technique et méthodologique	10
4.	Gestion de projet par le contractant	11
5.	Concept de mise en place du personnel	11
6.	Exigences en matière d'établissement des coûts.....	13
6.1.	Affectation du personnel	13
6.2.	Voyage	14
7.	Exigences relatives au format de l'offre	14
8.	Présentation du dossier de candidature.....	15
a.	Dossier administratif (voir le Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats)	15
b.	Offre technique.....	15
c.	Cadre estimatif détaillé	15
d.	Evaluation des offres	15
e.	Modèle de présentation de l'offre financière :.....	15
9.	Respect de l'équité.....	17
10.	Confidentialité	17
11.	Exigences en matière de protection des données.....	17
12.	Annexes	17
	Annexe 1 : Grille des frais de la GIZ.....	17

0. Liste d'abréviations

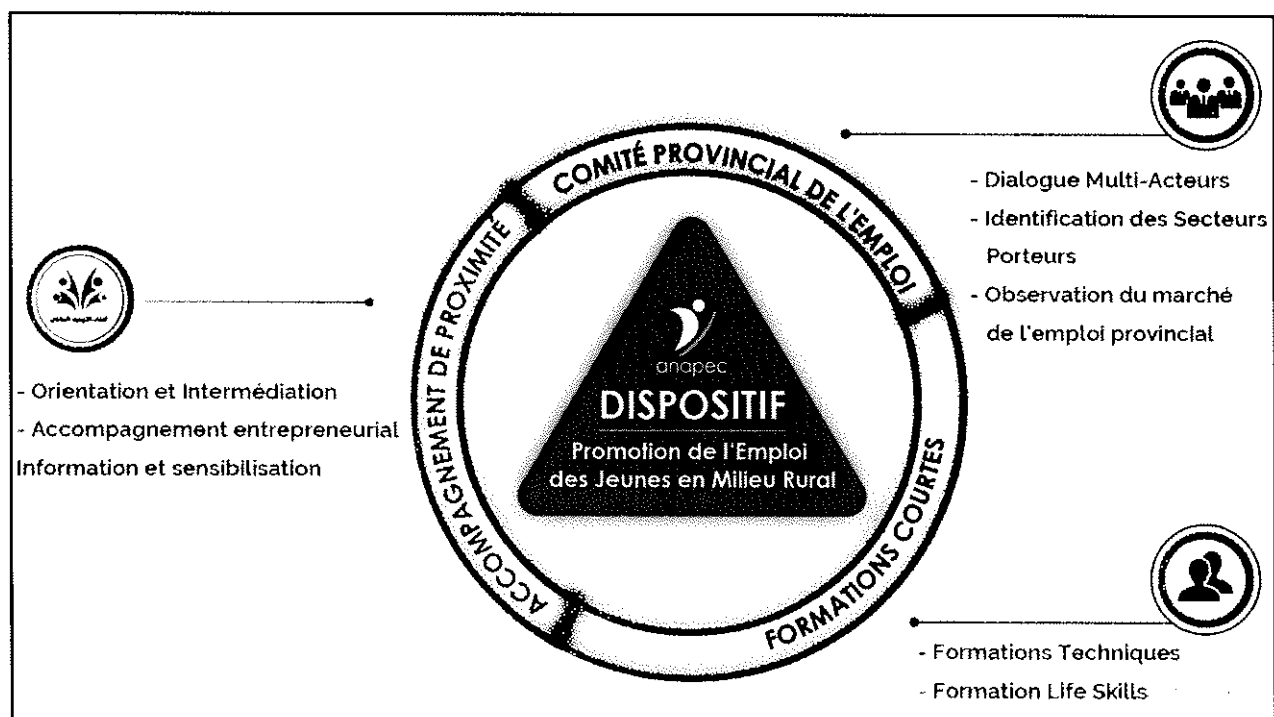
AE	Auto-emploi
ANAPEC	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences
BMK	Région Béni Mellal-Khénifra
BMZ	Ministère Fédéral pour la Coopération Économique et le Développement
CD	Coopération au Développement
CPDE	Comité Provincial de Développement Economique
CPE	Comité Provincial de l'Emploi
DDS	Démarche de Diagnostic Sectoriel
Dispositif	Dispositif de Promotion de l'Emploi des Jeunes en milieu rural
EOP	Espace d'Orientation Professionnelle
FC	Formations Courtes
FM	Région Fès-Meknès
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
J/H	Jour/Homme, Jours/Hommes
MIEPEEC	Ministère de l'Inclusion Economique, de la Petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences
NMD	Nouveau modèle de développement
PEJ	Promotion de l'Emploi des Jeunes en milieu rural
RC	Renforcement de Capacités
RH	Ressources Humaines
TdR	Termes de Références

1. Contexte

Le Projet « Promotion de l'Emploi des Jeunes en Milieu Rural » (PEJ), mis en œuvre par la GIZ en partenariat avec le Ministère de l'Inclusion Economique, de la Petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences (MIEPEEC) et l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC), vise à stabiliser et à déployer le **Dispositif intégré de promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural** (Dispositif) développé sur la période 2015-2020 par la GIZ et ses partenaires institutionnels. Le Dispositif agit à la fois sur l'offre et la demande, ainsi que sur le fonctionnement du marché du travail et ce, conformément aux orientations stratégiques du Nouveau Modèle de Développement (NMD) et du Plan Stratégique de Développement de l'ANAPEC (PSD) 2022-2026. Ce dispositif a permis à l'ANAPEC d'élargir pour la 1^{ère} fois ses services au monde rural, par l'introduction de la collaboration multi acteurs en faveur de la promotion de l'emploi.

Pendant sa première phase (PEJ I : 2015-2017), le projet PEJ a en effet développé et mis en place avec succès ce Dispositif dans 3 provinces de la Région pilote Fès-Meknès, en se basant sur : (1) la réalisation de stratégies locales de promotion de l'emploi et de développement économique, élaborées par des acteurs publics, privés et associatifs, constitués en Comité Provincial (CPE/CPDE), (2) l'accompagnement de proximité en faveur des jeunes entrepreneurs et chercheurs d'emploi à travers des Espaces d'Orientation Professionnelle (EOP) et, (3) des mesures destinées à renforcer l'employabilité des jeunes via des formations de courte durée (FC) adaptées au milieu rural.

Pendant sa seconde phase (2018-2020), le projet PEJ a continué son appui au développement du Dispositif en mettant l'accent sur (a) la diffusion des instruments locaux de promotion de l'emploi, (b) l'institutionnalisation des Comités Provinciaux de l'Emploi et (c) l'appui à la mise en place d'un système multi-acteurs pour l'emploi. Cette phase a connu l'extension du Dispositif à 4 autres provinces de la région Fès-Meknès (FM) et 2 provinces de la région Béni Mellal-Khénifra (BMK).



De manière succincte, les trois composantes du Dispositif peuvent être décrites comme suit :

3/2
H1

A) Le Comité Provincial de l'Emploi (CPE) ou le Comité Provincial de Développement Economique (CPDE), regroupe les acteurs engagés dans le dialogue local sur la promotion de l'emploi et/ou le développement économique, qui assume un rôle central dans la gouvernance multi acteurs du Dispositif. Il est présidé par le Gouverneur et constitué des représentants locaux d'institutions publiques, du secteur privé et de la société civile. Son secrétariat est assuré par le Directeur de l'Agence Provinciale de l'ANAPEC. Grace à la bonne connaissance du territoire et à la Démarche de Diagnostic Sectoriel, le CPE/CPDE priorise les secteurs porteurs, identifie les métiers et compétences demandés ainsi que les niches entrepreneuriales au niveau local.

Cet organe adopte des mesures de promotion de l'emploi et de développement économique au niveau provincial, qui alimentent l'accompagnement de proximité des jeunes, qui est assuré par les EOP (accompagnement à l'insertion professionnelle) et les actions d'amélioration de l'employabilité des jeunes (à travers les formations de courte durée).

B) L'Espace d'Orientation Professionnelle (EOP) est un espace physique créé et opérationnalisé avec un partenariat territorial (divers modèles de conventions entre des parties prenantes du Dispositif). Les premiers EOP ont été hébergés et gérés par des associations. Les EOP de la 2ème génération ont été hébergés par des communes rurales ou des administrations publiques, et gérés directement par les animateurs.trices* et les Directeur.ice.s d'Agences Provinciales de l'ANAPEC. Dans la région BMK, des EOP sont hébergés, financés et gérés par une association d'institutions dont le principal bailleur de Fonds est l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH).

*Les animateurs.trices sont des jeunes issu.es du territoire rural concerné, recruté.es selon un processus défini et piloté par un comité de parties prenantes locales, et formé.es à l'offre de services des EOP par l'ANAPEC avec l'appui du projet PEJ. Ils.elles disposent d'un statut d'Auto-Entrepreneur (AE), agissent sur la base d'objectifs définis, dans un esprit d'entrepreneurs, et acteurs du développement économique de leur territoire. Outre les services livrés aux jeunes au sein des EOP, les animateurs.trices sont mobiles (dans les espaces partenariaux, les autres douars, les locaux de communes, les souks, etc.) au plus près des jeunes facilitant l'accès, la mobilisation et la sensibilisation aux services de l'ANAPEC, fournis au sein des EOP.

C) Les Formations de courte durée (FC) ciblent l'amélioration de l'employabilité des jeunes ruraux bénéficiaires des services du Dispositif. Ces formations, alliant connaissances techniques (théorique et pratique) et soft-skills, sont identifiées et priorisées par le CPE/CPDE dans le cadre du diagnostic sectoriel. Les formations de courte durée sont mises en œuvre dans les territoires concernés à travers des partenariats impliquant des acteurs pertinents du territoire, et dont les contributions peuvent différer selon les prérogatives et intérêts de chaque acteur. Les formations de courte durée sont livrées en modes présentiel et virtuel.

L'ensemble des outils et démarches méthodologiques relatifs au Dispositif ont été capitalisés au niveau de la **valise pédagogique du Dispositif**, et les modules digitaux correspondants pour la formation en ligne sont en cours d'élaboration pour pérenniser ce savoir et ce savoir-faire. Tout au long de la mise en œuvre du projet PEJ (phases 1 et 2), **un noyau dur constitué des personnes ressources ANAPEC et MIEPEEC au niveau national, régional et provincial, ainsi que des acteurs de l'écosystème territorial dans les deux régions de mise en œuvre du projet et d'autres (Province, membres institutionnels du CPE/CPDE, acteurs associatifs, animateurs.trices des EOP, etc.)** ont été accompagnés par un ensemble de formations-action pour développer 5 types de capacités liées au déploiement du Dispositif :

- **Capacités de mise en place du Dispositif** : formations et ateliers de dissémination du Dispositif et conventionnement
- **Capacités d'organisation et de coordination du Dispositif** : formations Capacity Works (méthodologie GIZ sur la gestion de projets)
- **Capacités de coopération et de dialogue** : formations à l'art de collaborer et au leadership collectif (collaboration en multi acteurs)
- **Capacités de gouvernance locale pour le suivi du marché du travail, la promotion de l'emploi et le développement économique**: formations du CPE/CPDE sur la Démarche de Diagnostic Sectoriel (DDS)
- **Capacités de déploiement de l'offre de services rurale dans les EOP** : formations des animateurs.trices sur l'offre de services ANAPEC, l'accompagnement entrepreneurial pré et post création, les softskills, la communication, la bureautique et le genre

Dans sa troisième phase (janvier 2021 à décembre 2024), le projet GIZ-PEJ III a pour mission d'accompagner le MIEPEEC et l'ANAPEC dans l'extension du Dispositif à l'échelle nationale à travers 4 domaines d'intervention : (1) Perfectionnement des instruments, méthodes et mécanismes du Dispositif ; (2) Alignement organisationnel du MIEPEEC et de l'ANAPEC au Dispositif de promotion d'emploi rural ; (3) Établissement d'un système de développement des compétences et de transfert de bonnes pratiques; (4) Amélioration des prérequis pour la mise à l'échelle du dispositif à partir du portage des provinces et régions.

Dans le cadre du domaine d'intervention (3), le projet a pour objectif d'offrir tout l'appui technique nécessaire au MIEPEEC et à l'ANAPEC pour concevoir et institutionnaliser un système innovant au niveau interne pour le développement des compétences et le transfert des bonnes pratiques pour la mise à l'échelle nationale du Dispositif.

La mission s'inscrit donc dans le processus de capitalisation du programme de renforcement des capacités engagé depuis 2015 en faveur des personnes ressources internes du MIEPEEC et de l'ANAPEC mais également des partenaires clés de l'écosystème territorial du Dispositif, en particulier les collaborateurs des Gouverneurs dans les provinces (Division de l'Action Sociale/Division des Affaires Economiques et de coordination des Provinces) et les autres parties prenantes dans la mise œuvre du Dispositif (Conseil des élus, département de l'Agriculture, chambres professionnelles ...).

2. Tâches à exécuter par le contractant

En se basant sur les expériences et les acquis des deux phases précédentes en matière de renforcement de capacités, le prestataire développera le concept d'un système complet de renforcement de capacités des acteurs du Dispositif de promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural. Cette offre intégrée permettra au MIEPEEC et à l'ANAPEC d'assurer la formation et l'accompagnement des acteurs du Dispositif dans le temps et dans son extension territoriale à toutes les régions du Royaume.

En particulier, la mission a pour objectif de capitaliser dans un premier temps sur les enseignements tirés des formations réalisées dans les phases précédentes et celles de la phase actuelle au bénéfice des personnes ressources (pool d'expertise) MIEPEEC/ANAPEC et de l'écosystème d'acteurs (provinciaux et régionaux) **pour actualiser et consolider un Plan de Renforcement des Capacités (PRC)**, d'accompagner dans un second temps les partenaires pour **l'ancrage de ces compétences en interne via les changements organisationnels nécessaires et les outils de dialogue et d'échange pertinents**, puis de formaliser dans un troisième temps le **Système de renforcement des capacités avec 5 offres de qualification dédiées, dont une pour la promotion de l'emploi des jeunes femmes.**

Le prestataire retenu aura pour tâche d'appuyer et d'accompagner l'équipe projet GIZ-PEJ et ses partenaires durant quatre grandes phases :

- **Phase 1 : Analyse et consolidation de manière concertée des éléments constituant le système de RC de l'écosystème d'acteurs (provinciaux et régionaux) et des personnes ressources (pool d'expertise) MIEPEEC et ANAPEC.** Il s'agit dans cette première phase de conduire un processus de concertation aux niveaux central et territorial pour analyser d'une part la vision stratégique des deux partenaires sur le système de renforcement des capacités de leurs cadres dans la thématique de la promotion de l'emploi (en particulier dans le monde rural), et d'autre part l'expérience vécue par les acteurs de l'écosystème de l'emploi rural et des personnes ressources (pool d'expertise du partenaire) par rapport à ce système de renforcement des capacités.
Une structuration détaillée (mapping) des rôles des acteurs impliqués dans le fonctionnement du Dispositif au niveau national et territorial sera établie à l'issue de cette première analyse.
Dans un second temps, le prestataire organisera un atelier national de restitution et de priorisation avec les partenaires du projet GIZ-PEJ pour consolider le PRC détaillé avec le référentiel des compétences, les mesures de RC, les modes d'apprentissage, etc.
- **Phase 2 : Proposition, concertation et validation avec les partenaires d'une procédure interne claire pour la mobilisation des personnes ressources (formateurs/Experts) du Dispositif et d'un concept de plateforme de dialogue et de partage des connaissances.** Il s'agit dans cette seconde phase d'analyser les 2 structures organisationnelles du MIEPEEC et de l'ANAPEC, et de proposer un schéma interne décliné en procédure pour la mobilisation des futurs expert.es internes du Dispositif au niveau des deux institutions.
Il est attendu également du prestataire de proposer un concept de plateforme de dialogue et de partage des connaissances autour du Dispositif, adapté aux réalités organisationnelles des deux institutions et suffisamment innovant pour susciter l'adhésion des formateurs.trices expert.es internes du Dispositif. Le développement de cette plateforme sera pris en charge par un contrat parallèle et le prestataire de la présente mission contribuera à sa mise en place à travers des avis et recommandations techniques.
- **Phase 3 : Accompagnement et coaching du MIEPEEC et de l'ANAPEC dans la mise en œuvre du PRC des experts du Dispositif et des acteurs de l'écosystème.** Il s'agit dans cette troisième phase d'accompagner en proximité les experts internes nationaux, régionaux et provinciaux du Dispositif dans le pilotage du déploiement d'actions prioritaires à convenir du PRC, et d'organiser un coaching collectif pour les acteurs des écosystèmes des 2 régions d'exécution du projet et d'une nouvelle région d'extension qui sera définie.
- **Phase 4 : Consolidation du PRC des experts du Dispositif et des acteurs de l'écosystème à travers un Système de Renforcement des Capacités du Dispositif, avec 5 offres de qualification dédiées.** Il s'agit dans cette quatrième et dernière phase de capitaliser sur les enseignements de la phase précédente de mise en œuvre pilote, et de consolider le PRC élaboré et concerté sous la forme d'un système de développement des compétences et de partage des bonnes pratiques qui fera partie intégrante des systèmes existants aux niveaux des départements des ressources humaines MIEPEEC/ANAPEC. Ce système devra prendre en compte l'ensemble des spécificités et des mécanismes institutionnels existants et développés dans les phases précédentes pour un ancrage réussi. 5 offres de qualification dédiées dudit système seront également proposées aux partenaires, dont une offre pour la promotion de l'emploi des jeunes femmes. L'ensemble devra être harmonisé avec le concept de la plateforme de partage des connaissances et d'échange sur le Dispositif.

Le prestataire coordonnera la réalisation de l'ensemble des phases de la mission avec l'équipe de GIZ-PEJ III, les représentants des partenaires institutionnels du MIEPEEC et de l'ANAPEC, ainsi que les consultants engagés sur d'autres thématiques en relation avec l'objet de la mission, à savoir (liste non exhaustive) :

- Mission de conception et de développement de cinq modules digitaux et d'une plateforme d'apprentissage
- Mission conseil et accompagnement des acteurs clés du Dispositif dans les territoires ciblés par le projet PEJ III
- Mission adaptations organisationnelles pour l'ancrage du Dispositif de l'emploi en milieu rural dans les processus de performance internes de l'ANAPEC et du MIEPEEC
- Mission de mise en place d'un processus d'innovation et d'adaptabilité du Dispositif de promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural au sein de l'ANAPEC
- Consultants chargés de réaliser les formations de formateurs sur les thématiques du Diagnostic Sectoriel (DDS), Collaboration entre parties prenantes, Capacity Works, Suivi Axé sur les Résultats, etc.

2.1. Jalons et livrables

Les 3 expert.es auront une charge de **152 jours/homme de travail** et devront livrer les différents livrables et documents **au plus tard le 15 mai 2024**. Ils coordonneront leurs activités avec l'équipe du projet suivant le calendrier ci-dessous et partageront l'avancement du travail réalisé avec l'équipe.

Période de la mission : **Du 13/11/2023 au 15/05/2024**.

2.1.1. Jalons :

Certains jalons, tels qu'ils sont présentés dans le tableau ci-dessous, doivent être atteints à certaines dates pendant la durée du contrat, par les expert.es concerné.es :

Jalons	Date limite	J/H (jusqu'à)	Personne responsable
Cadrage avec l'équipe projet et les partenaires, finalisation du chronogramme et de la note méthodologique	20.11.2023	7	Chef d'équipe, expert.e en ingénierie pédagogique et formation
Analyse et consolidation de manière concertée des éléments constituant le système de RC de l'écosystème d'acteurs (provinciaux et régionaux) et des personnes ressources (pool d'expertise) MIEPEEC et ANAPEC	15.01.2024	20	Chef d'équipe, expert.e en ingénierie pédagogique et formation
		■	Expert.e en ingénierie du développement territorial et promotion de l'emploi
Proposition, concertation et validation avec les partenaires d'une procédure interne claire pour la mobilisation des personnes ressources	30.01.2024	20	Expert.e en développement

75
11

(formateurs/Experts) du Dispositif et un concept de plateforme de dialogue et de partage des connaissances			organisationnel et ressources humaines
Accompagnement et coaching du MIEPEEC et de l'ANAPEC dans la mise en œuvre du plan de RC des experts du Dispositif et des acteurs de l'écosystème	15.03.2024	20	Chef d'équipe, expert.e en ingénierie pédagogique et formation
		■	Expert.e en ingénierie du développement territorial et promotion de l'emploi
Consolidation du Plan de RC des experts du Dispositif et des acteurs de l'écosystème à travers un Système de Renforcement des Capacités du Dispositif avec 5 offres de qualification dédiées	15.05.2024	15	Chef d'équipe, expert en ingénierie pédagogique et formation
		■	Expert en ingénierie du développement territorial et promotion de l'emploi
		15	Expert en développement organisationnel et ressources humaines
Total des J/H			152 J/H
Sous-total Chef d'équipe, expert.e en ingénierie pédagogique et formation			62 J/H
Sous-total Expert.e en ingénierie du développement territorial et promotion de l'emploi			55 J/H
Sous-total Expert.e en développement organisationnel et ressources humaines			35 J/H

2.1.2. Liste des livrables

Dans le cadre de la présente mission, les livrables à soumettre par le prestataire retenu sont les suivants (T0 = date de la signature du contrat et/ou de la réunion de cadrage) :

Livrables	Activités/sous-activités	Date
<u>Livrable 1 :</u> Note méthodologique finalisée	Réunion de cadrage de la mission	Le 20.11.2023
<u>Livrable 2 :</u> 1- Rapport incluant : • L'analyse de la vision stratégique centrale du MIEPEEC et de l'ANAPEC sur le système de renforcement de capacités sur la promotion de l'emploi		Le 30.01.2024

Livrables	Activités/sous-activités	Date
<ul style="list-style-type: none"> Les résultats des entretiens individuels et les comptes-rendus des focus-groups avec l'écosystème des acteurs au niveau territorial et les personnes ressources (experts) internes du Dispositif aux niveaux central et territorial La structuration détaillée des rôles des acteurs impliqués dans le fonctionnement du Dispositif au niveau national et territorial <p>2-Rapport de l'atelier national de restitution et de priorisation des besoins en RC de l'écosystème des acteurs au niveau territorial et des personnes ressources (experts) du Dispositif</p> <p>3- PRC détaillé avec le référentiel des compétences, les mesures de RC, etc</p>	<p>2 ateliers (focus-groups)</p> <p>Atelier de restitution</p> <p>Réunion de présentation</p>	
<p><u>Livable 3 :</u> Rapport incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'analyse des procédures internes du MIEPEEC et de l'ANAPEC existantes au niveau RH Les recommandations pour l'intégration des personnes ressources du Dispositif Le draft de la procédure interne pour la mobilisation des personnes ressources du Dispositif Le concept de la plateforme interne de partage des connaissances MIEPEEC/ANAPEC, avec un potentiel d'évolution vers une plateforme de dialogue et d'échange sur le Dispositif 	<p>Atelier de concertation</p>	<p>Le 20.12.2023</p>
<p><u>Livable 4 :</u> Rapport incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'accompagnement de groupe par la formation/action de l'ANAPEC et du MIEPEEC au niveau central (max 20) dans la mise en œuvre du plan de RC Le coaching collectif des experts du Dispositif (10 personnes par région) de l'ANAPEC et du MIEPEEC au niveau territorial dans 3 territoires (2 anciens et un nouveau) dans le montage et la réalisation de la formation par les pairs 	<p>3 ateliers : niveau central et dans les deux régions</p>	<p>Le 15.03.2024</p>
<p><u>Livable 5 :</u> Rapport incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> La collecte du feedback des parties prenantes sur la mise en œuvre du PRC La consolidation des résultats dans un concept de Système de transfert des connaissances et de partage des bonnes pratiques Le développement de l'offre de qualification du Système de transfert des connaissances et de partage des bonnes pratiques Les résultats du test et l'amélioration de la plateforme de partage des connaissances et d'échange sur le Dispositif 	<p>Atelier de concertation</p>	<p>15.05.2024</p>

95

HL

3. Concept

Le prestataire devra veiller à la mise en œuvre dans les délais et la qualité requises, gérer les ressources affectées à la mission et les risques inhérents à la mise en œuvre et de maintenir une communication efficace avec les mandataires et les parties prenantes concernés afin d'assurer l'atteindre des résultats attendus de la prestation.

3.1. Conception technique et méthodologique

Stratégie (critère d'évaluation 1.1) : le soumissionnaire est tenu d'examiner les tâches à exécuter en fonction des objectifs des services faisant l'objet de l'appel d'offres (critère d'évaluation 1.1.1). Ensuite, le soumissionnaire présente et justifie la stratégie avec laquelle il entend fournir les services dont il est responsable (critère d'évaluation 1.1.2).

Le soumissionnaire est tenu de présenter les acteurs pertinents pour les services dont il est responsable et de décrire la **coopération (critère d'évaluation 1.2)** avec eux. En particulier, il devra présenter les interactions entre les acteurs pertinents dans le domaine où il est mandaté (critère d'évaluation 1.2.1) et sa stratégie pour établir cette coopération et coopérer avec les acteurs pertinents (critère d'évaluation 1.2.2).

Le soumissionnaire est tenu de présenter **sa structure de pilotage (critère d'évaluation 1.3)** et d'expliquer son approche pour piloter les mesures avec les partenaires du projet (critère d'évaluation 1.3.1) et sa contribution au suivi résultats et des difficultés à surmonter (critère d'évaluation 1.3.2).

Le soumissionnaire est tenu de décrire les **processus (critère d'évaluation 1.4)**. En particulier, il s'agit de présenter et d'expliquer le plan de mise en œuvre de la mission : étapes de travail, jalons, planning (critère d'évaluation 1.4.1) et de décrire le processus d'intégration du partenaire (critère d'évaluation 1.4.2).

Le soumissionnaire devra décrire sa contribution à la **gestion des connaissances (critère d'évaluation 1.5)** pour les partenaires et la GIZ (critère d'évaluation 1.5.1) et promouvoir les effets d'échelle (critère d'évaluation 1.5.2)

Enfin, le soumissionnaire devra détailler son **système de gestion de projet (critère d'évaluation 1.6)**, notamment son approche de coordination avec le projet GIZ PEJ (critère d'évaluation 1.6.1) et son plan de répartition du personnel pour la mission (critère d'évaluation 1.6.2). Par ailleurs, le soumissionnaire doit décrire son concept d'appui spécialisé (« backstopping ») et joindre à la fiche de poste de chaque consultant·e technique un court CV probant (critère d'évaluation 1.6.3).

Les prestations suivantes font partie de la gamme de backstopping standard et doivent être incluses dans le taux des honoraires pour les 3 experts proposés, au même titre que les charges sociales, conformément aux Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la GIZ (Conditions générales) :

- responsabilité du contractant pour son personnel expatrié,
- garantie de la circulation de l'information entre la GIZ et le personnel expatrié du contractant,
- pilotage, axé sur les processus, de la contribution du contractant sur le plan technique et conceptuel,
- pilotage des activités en vue de s'adapter à l'évolution des conditions d'ensemble, contrôle des prestations,
- gestion administrative du projet,
- établissement des rapports,

- soutien sectoriel apporté à l'équipe sur place par les collaborateurs du contractant,
- partage des expériences du contractant et mise en valeur sur place.

4. Gestion de projet par le contractant

Le soumissionnaire est tenu d'expliquer sa stratégie de coordination avec le projet GIZ.

- Le contractant est responsable de la sélection, de la préparation, de la formation et de la supervision des experts chargés d'effectuer les tâches de conseil.
- Le contractant met à disposition du matériel et des fournitures (consommables) et assume les coûts d'exploitation et d'administration connexes.
- Le contractant gère les coûts et les dépenses, les processus comptables et la facturation conformément aux exigences de GIZ

Le contractant fait régulièrement rapport à GIZ conformément à l'AVB de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH de 2018.

Nonobstant les dispositions de la GIZ AVB, le contractant contribue à la rédaction des rapports destinés au commettant de la GIZ au lieu de soumettre ses propres rapports.

Outre les rapports exigés par GIZ conformément à AVB, le contractant présente les rapports suivants :

- Rapport de démarrage
- Contributions aux rapports au commettant de GIZ
- Rapport trimestriels ou semestriels succincts sur l'état d'avancement du projet (5-7 pages)

Le soumissionnaire est tenu d'établir **un plan du personnel de la mission** avec notes explicatives énumérant tous les experts proposés dans l'offre ; ce plan comprend des informations sur les dates d'affectation (durée et jours experts) et l'emplacement des différents membres de l'équipe, ainsi que la répartition des étapes de travail conformément au calendrier prévu à cet effet.

5. Concept de mise en place du personnel

Le présent appel d'offres est destiné aux Bureaux d'études disposant des qualifications et des expert.e.s requis.

Le soumissionnaire est tenu de fournir du personnel apte à pourvoir les postes décrits sur la base de son CV (voir chapitre 7), de la gamme des tâches concernées et des qualifications requises.

Les qualifications spécifiées ci-dessous représentent les exigences pour atteindre le nombre maximum de points.

Chef d'équipe, expert.e en ingénierie pédagogique et formation

Tâches de l'expert.e en ingénierie pédagogique et formation

- Piloter les échanges avec l'équipe projet, le lancement et l'ensemble des phases de la mission
- Formaliser le Plan de Renforcement de Capacités (RC) détaillé des experts du Dispositif et des acteurs de l'écosystème avec le référentiel des compétences, les mesures de RC, etc
- Accompagner et coacher le MIEPEEC et de l'ANAPEC dans la mise en œuvre du plan de RC des experts du Dispositif et des acteurs de l'écosystème
- Consolider le Plan de RC des experts du Dispositif et des acteurs de l'écosystème à travers un Système de Renforcement des Capacités du Dispositif avec une offre de qualification dédiée

Qualifications de l'expert en ingénierie pédagogique et formation

- Education/formation (critère d'évaluation 2.1.1) :
 - Diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures / master) en ingénierie pédagogique
- Langue(s) (critère d'évaluation 2.1.2): niveaux C2 en français et arabe
- Expérience professionnelle générale (2.1.3) : 15 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'ingénierie pédagogique et le conseil aux institutions publiques et privés
- Expérience professionnelle spécifique (critère d'évaluation 2.1.4) :
 - 10 années expérience dans l'accompagnement des institutions publiques centrales type Ministères et Agences dans le développement de leurs systèmes de compétences internes
 - 3 expériences réussies dans la structuration de parcours pédagogiques pour le personnel central et territorial des institutions publiques chargées de l'emploi
- Expérience de la coopération au développement (CD) (critère d'évaluation 2.1.7) : Une collaboration antérieure avec au minimum un projet de coopération au développement opérant au Maroc est requise

Expert.e 1 : Expert.e en ingénierie du développement territorial et promotion de l'emploi

Tâches de l'expert.e en ingénierie du développement territorial et promotion de l'emploi:

- Analyser la vision stratégique centrale du MIEPEEC et de l'ANAPEC sur le système de renforcement de capacités sur la promotion de l'emploi, notamment en milieu rural
- Conduire les entretiens individuels et les focus-groups avec l'écosystème des acteurs au niveau territorial et les personnes ressources (experts) internes du Dispositif aux niveaux central et territorial
- Formaliser la structuration détaillée des rôles des acteurs impliqués dans le fonctionnement du Dispositif au niveau national et territorial
- Organiser l'atelier national de restitution et de priorisation des besoins en RC de l'écosystème des acteurs au niveau territorial et des personnes ressources (experts) du Dispositif
- Accompagner et coacher le MIEPEEC et de l'ANAPEC dans la mise en œuvre du PRC des experts du Dispositif et des acteurs de l'écosystème
- Appuyer la consolidation du Plan de RC des experts du Dispositif et des acteurs de l'écosystème à travers un Système de Renforcement des Capacités du Dispositif avec une offre de qualification dédiée

Qualifications de l'expert.e en ingénierie du développement territorial et promotion de l'emploi:

- Education/formation (critère d'évaluation 2.2.1) :
 - Diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures / master) en ingénierie du développement territorial, en Economie, en Gestion, en Sciences Politiques et/ou politique de l'emploi
- Langue(s) (critère d'évaluation 2.2.2) : niveaux C2 en français et arabe
- Expérience professionnelle générale (critère d'évaluation 2.2.3) : 15 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du développement territorial, le conseil aux institutions publiques et la gestion de projets avec une prédominance sur la thématique de l'emploi
- Expérience professionnelle spécifique (critère d'évaluation 2.2.4) :
 - 10 années d'expérience dans l'accompagnement des institutions publiques centrales type Ministères, Agences dans l'implémentation de processus innovants pour l'emploi ou le développement territorial
 - 3 expériences réussies dans la coordination de projets de développement territorial portés par des institutions publiques, avec une prédominance sur la thématique de l'emploi
- Expérience de la coopération au développement (CD) (critère d'évaluation 2.2.7) : Une collaboration antérieure avec au minimum un projet de coopération au développement opérant au Maroc est requise

Expert 2 : Expert.e en développement organisationnel et ressources humaines

Tâches de l'expert.e en développement organisationnel et ressources humaines

- Analyser les procédures internes du MIEPEEC et de l'ANAPEC existantes au niveau RH et proposer des recommandations pour l'intégration des personnes ressources du Dispositif
- Formaliser la (les) procédure(s) interne(s) pour la mobilisation des personnes ressources du Dispositif
- Elaborer et stabiliser le concept de la plateforme interne MIEPEEC/ANAPEC pour le partage des connaissances, le dialogue et l'échange sur le Dispositif

Qualifications de l'expert.e en développement organisationnel et ressources humaines

- Education/formation (critère d'évaluation 2.3.1) :
 - Diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures / master) en management organisationnel
- Langue(s) (critère d'évaluation 2.3.2): niveaux C2 en français et arabe
- Expérience professionnelle générale (2.3.3) : 15 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du développement organisationnel et le conseil aux institutions publiques
- Expérience professionnelle spécifique (critère d'évaluation 2.3.4) :
 - 10 années expérience dans l'accompagnement des institutions publiques centrales type Ministères, Agences dans leurs processus de changements organisationnels
 - 3 expériences réussies dans l'implémentation de nouvelles procédures de travail ou de formats de dialogue et d'échange au niveau des institutions publiques chargées de l'emploi
- Expérience de la coopération au développement (CD) (critère d'évaluation 2.3.7) : Une collaboration antérieure avec au minimum un projet de coopération au développement opérant au Maroc est requise

Compétences générales (soft skills) des membres de l'équipe :

En plus de leurs qualifications spécialisées, les membres de l'équipe doivent posséder les qualifications suivantes :

- Capacité à travailler en équipe
- Sens de l'initiative
- Capacité de communication
- Compétences socioculturelles
- Efficacité d'action, avec une orientation vers les partenaires et les clients
- Esprit interdisciplinaire

Le soumissionnaire doit présenter de manière chacune des qualifications possédées par chaque experte en mission de courte durée qu'il propose.

6. Exigences en matière d'établissement des coûts

6.1. Affectation du personnel

- Chef d'équipe, expert.e en ingénierie pédagogique et formation : Affectation sur site pour 62 jours d'experts
- Expert.e en ingénierie du développement territorial et promotion de l'emploi : Affectation sur site pour 55 jours d'experts
- Expert.e en développement organisationnel et ressources humaines : Affectation sur site pour 35 jours d'experts

6.2. Voyage

Le soumissionnaire est tenu de calculer les frais de voyage des experts désignés et des experts qu'il a proposés sur la base des lieux d'exécution prévus au chapitre 2 et d'énumérer les dépenses séparément par indemnité journalière, frais de logement, frais de vol et autres frais de voyage.

- Le lieu de la réalisation de la mission sera à **Rabat, Béni Mellal et Fès** (adresses à confirmer avec le projet) à raison de **10 déplacements MAXIMUM**

Le prestataire est invité à calculer le prix de son offre sur la base des exigences de ce présent document. Au niveau du contrat, le prestataire n'est pas obligé de consommer complètement les JH/voyages/budget/ateliers.

- Le prestataire peut calculer un budget selon la grille tarifaire en vigueur pour 10 voyages maximum :

Catégories	Estimation maximale
Per diem 234	40 JH
Per diem 351	0 JH
Nuitées	20
Transport avec véhicule personnel	3000 km
Transport en avion	0

NB : En fonction de l'évolution du projet et de ses besoins, le nombre d'jour/homme entre les différentes activités pourra être adapté et équilibré, en cas de besoin et après validation par le Conseiller Technique Principal du projet par e-mail.

Le prestataire doit se procurer et présenter au projet PEJ, les justificatifs nécessaires justifiant les frais de voyages dépensés.

7. Exigences relatives au format de l'offre

La structure de l'offre doit correspondre à la structure des termes de référence. En particulier, la structure détaillée du concept (chapitre 3) doit être organisée selon les critères pondérés positivement dans la grille d'évaluation (et non avec zéro). Il doit être lisible (taille de police de 11 ou plus) et clairement formulé. L'offre est rédigée en français.

L'offre complète ne doit pas dépasser 10 pages (CV non compris).

Les CV du personnel proposé conformément au chapitre 4 des TdRs doivent être soumis selon le format spécifié dans les conditions générales de dépôt. Les CV ne doivent pas dépasser 4 pages. Les CV doivent indiquer clairement le poste et l'emploi que la personne proposée a occupés dans le projet de référence et pour combien de temps. Les CV peuvent également être soumis en français

Si l'une des longueurs maximales de page est dépassée, le contenu apparaissant après le point de démarcation ne sera pas pris en compte dans l'évaluation.

Veuillez calculer votre offre financière (de prix) en vous basant exactement sur les exigences d'établissement des coûts susmentionnées. Dans le contrat, le contractant n'a pas la prétention d'épuiser complètement les jours/voyages/ateliers/budgets. Le nombre de jours/voyages/ateliers et le montant du budget doivent être convenus dans le contrat comme étant des montants "jusqu'à concurrence de". Les spécifications pour la fixation du prix sont définies dans la grille de prix.

Comme le contrat à conclure est un contrat de travaux, veuillez proposer un prix forfaitaire fixe qui couvre tous les frais applicables (honoraires, frais de déplacement, etc.). L'offre de prix sera évaluée en fonction du prix forfaitaire spécifié. Pour le calcul de nos coûts internes et pour toute autre commission, veuillez également indiquer le tarif journalier sur lequel les prix sont basés. Il n'est pas nécessaire de ventiler les jours.

8. Présentation du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comprendre (1) un dossier administratif, (2) une offre technique, ainsi que (3) une offre financière. L'offre technique ne peut contenir aucune information de prix.

a. Dossier administratif (voir le Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats)

- Statuts juridiques
- Registre de commerce modèle J datant de moins de trois mois
- Attestation de Chiffre d'Affaires des 3 dernières années
- Attestation CNSS de moins d'un an

b. Offre technique

- Curriculum Vitae actualisés ;
- Une note méthodologique détaillant la compréhension de la mission ;
- Un chronogramme pour l'exécution de la mission ;
- Attestations de référence ;

c. Cadre estimatif détaillé

- Calculer l'**offre de prix** en vous basant exactement sur les exigences d'établissement des coûts susmentionnées (nombre de J/H) ;
- Pour les déplacements en dehors de son lieu de résidence principale, les frais de mission (transport, per-diems et hébergement si nécessaire) devront impérativement être inclus dans l'offre du prestataire et dans le contrat pour règlement. Ils seront remboursés par la GIZ selon le barème en vigueur.
- Les représentants de la GIZ s'engagent à :
 - Mettre à la disposition des expert(e)s toute l'information et la documentation nécessaire relative aux différentes étapes de la mission ;
 - Consacrer le temps nécessaire aux expert(e)s afin d'assurer le bon déroulement de la mission ;
 - Mobiliser tout le personnel concerné par la mission ;
 - Faciliter, autant que possible, la mise en relation avec les acteurs pertinents pour la prestation.

La mission ne prévoit pas d'ateliers ni de formations spécifiques. Néanmoins, les consultants devront assurer des ateliers à distance de déploiement et de test des modules avec l'équipe projet et les partenaires.

d. Evaluation des offres

L'évaluation des offres sera faite selon la pondération suivante : 70% pour l'offre technique et 30% pour l'offre financière.

e. Modèle de présentation de l'offre financière :

Le prestataire devra présenter son offre financière sous forme d'un devis portant l'entête, le pied de page indiquant les références légales en vigueur, signé, daté et cacheté. Le tableau ci-après sert d'exemple.

Désignations	Coût Unitaire (1)	Nombre de jour (2)	Total HT (1)x (2)
Honoraires journaliers			
Expert 1	Montant en HT		
Expert 2			
Expert n			
Sous-total (1) HT			
TVA EN %			
Sous-total (1) TTC			
Frais de déplacements			
Perdiem Repas 1	351,00 DH		
Perdiem Repas 2 (Jour de l'aller & jour du retour)	234,00 DH		
Indemnité kilométrique de transport / km parcouru	2,00 DH/km parcouru le cas où il y'a utilisation de véhicule personnel avec obligation de présentation de feuille de route ou carnet de bord		
Hébergement soit choisir le forfait par nuitée sans présentation de facture	400,00 DH / nuitée		
Ou choisir un remboursement maximum contre présentation de facture	Jusqu'à 1200,00 DH / nuitée contre facture d'hôtel maximum 4 étoiles		
Sous-total TTC (2)			
Autres frais			
Publications sur les réseaux sociaux			
Supports de présentation			
Autres (à spécifier)			
Sous-total HT (3)			
TVA EN %			
Sous-total (3) TTC			
Montant total TTC (1+2+3)			
Montant en toutes lettres :			

9. Respect de l'équité

Conformément à la politique du « *leave no one behind* » des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 des Nations Unies pour la réduction des inégalités et au Nouveau Modèle de Développement¹ élaboré par la Commission Spéciale sur le Modèle de Développement, la GIZ place l'égalité des sexes au cœur de ses missions. Dans ce sens le projet PEJ encourage ses prestataires à suivre les règles d'équité et de non-discrimination envers les groupes vulnérables dans son travail et ses procédures, avec une attention particulière envers les groupes vulnérables et les femmes.

La spécificité du milieu rural nécessite des efforts supplémentaires pour mobiliser et inclure les jeunes femmes, il est donc recommandé aux prestataires d'intégrer dans leurs offres techniques, quand cela est applicable, des propositions concrètes sensibles au genre et inclusives. Pour favoriser l'inclusion féminine et de tous les groupes vulnérables, le prestataire est invité, par exemple, à tenir compte de ces facteurs dans le cadre de la collecte des données, de la constitution des focus groupes, de la représentation des partenaires et de la société civile dans les ateliers de travail mixtes, etc....

La GIZ considère lors de l'évaluation des offres techniques tous les éléments qui respectent les règles d'équité et de promotion de l'égalité des genres, notamment la participation économique des femmes et leur insertion professionnelle et particulièrement dans le milieu rural.

10. Confidentialité

Les consultants sont tenus de respecter la stricte confidentialité vis-à-vis des tiers, pour toutes informations relatives à la mission ou collectées à son occasion (aucune reproduction/diffusion de tous ou parties des rapports de mission n'est admise sans autorisation écrite préalable de la GIZ). Tout manquement au respect de cette clause entraînera une interruption immédiate de la mission. Cette stricte confidentialité reste de règle, sans limitation, après la fin de mission.

11. Exigences en matière de protection des données

Au cas où le prestataire recevrait des données personnelles dans le cadre de la mission, il devra respecter les règlements de protection des données personnelles en vigueur et agira selon les préconditions y afférentes.

12. Annexes

Annexe 1 : Grille des frais de la GIZ

Les taux de perdiem acceptables par la GIZ lors des déplacements dans le cadre de mission GIZ et qu'il faut inclure dans l'offre financière sont comme suit :

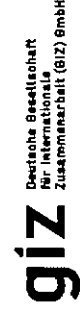
- 234,00 dh perdiem journalier de frais de repas pour les jours de voyage (234,00 dh pour le jour de l'aller & 234,00 dh pour le jour du retour).
- 351,00 dh perdiem journalier de frais de repas pour les jours de mission avec deux nuitées d'hébergements, (une nuitée la veille et une nuitée le jour même).
- Pour les nuitées il faut choisir soit le forfait d'hébergement de 400,00 dh sans présentation de justificatif, soit choisir le taux de 1200,00 dh max avec présentation de la facture d'hôtel.
- Pour les frais de transport, c'est 2 dh / km parcouru sur présentation de feuille de route (carnet de bord + tickets d'autoroute) ou remboursement contre présentation de justificatif (ticket de train, Autocar, Tram & bon de Taxi avec cachet).

¹ Selon le NMD, les choix stratégiques et les paris d'avenir pour un Maroc inclusif requiert d'accroître de manière volontariste et délibérée l'autonomisation et la participation des femmes.

Pour la taxe sur la valeur ajoutée TVA, merci de noter que :

- L'ensemble de nos paiements se font sur la base du montant HT, sachant que le Bureau de la GIZ dispose d'un délai de 4 semaines à partir de la date de dépôt du dossier de facturation complet pour lancer le traitement du paiement.
- Concernant le remboursement du montant de la TVA de la facture, merci de préparer votre facture pro-forma en trois exemplaires avec les lignes explicites des montants Total HT + montant et taux de la TVA + montant Total TTC.
- Ayant la facture pro-forma, nous procédons à la demande d'exonération de la TVA auprès de notre partenaire, traitement qui nécessite en minimum un délai de 30 jours à partir de la date de dépôt de la demande d'exonération.
- Dès réception de l'attestation d'exonération de la TVA de la Direction des Impôts, la GIZ s'engage à remettre cette dernière au prestataire dans les plus brefs délais.

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

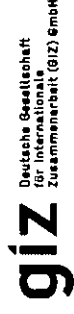


Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

UO Intitulé du projet **Promotion de l'Emploi des Jeunes au milieu rural (PEJ PN III)** Date **25/09/2023**
 Responsable de la commission **Promotion de l'Emploi des Jeunes au milieu rural (PEJ PN III)** 20.2076.6-001.00
 Évaluateur rfc **Développement du système de renforcement de capacités du Dispositif de Promotion de l'Emploi des Jeunes en milieu rural** Contrat N° **63449132**
 Version

(1) Critérieron	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)
1 Évaluation du concept technique et méthodologique											
1.1 Stratégie											
1.1.1 Interprétation des objectifs conformément aux TdR, réflexion critique sur les tâches à exécuter	3%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.1.2 Description et justification de la stratégie du contractant en vue de mettre en œuvre les prestations objet de l'appel d'offres	3%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.1	6%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.2 Coopération											
1.2.1 Présentation et interaction des acteurs concernés pour le domaine de responsabilité du contractant	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.2.2 Concept en vue de l'établissement et de la mise en œuvre de la coopération avec les acteurs concernés	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.2	4%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.3 Structure de pilotage											
1.3.1 Approche et procédure de pilotage des mesures avec les partenaires du projet	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.3.2 Description de la contribution du contractant au suivi des résultats et aux difficultés afférentes	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.3	4%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.4 Processus											
1.4.1 Présentation et explication du plan d'opérations en vue de la mise en œuvre : étapes de travail, jalons, plan de déroulement	3%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.4.2 Présentation et explication de l'intégration d'autres acteurs concernés	3%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.4	6%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.5 Apprentissage et innovation											
1.5.1 Contribution du contractant à la gestion des connaissances du partenaire et de la GIZ	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.5.2 Présentation et explication des actions entreprises par le contractant pour favoriser les effets de mise à l'échelle	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Sous-total 1.5	4%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.6 Gestion de projet du contractant											
1.6.1 Approche et méthode de coordination avec/dans le cadre du projet de la GIZ	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.6.2 Plan d'intervention du personnel (qui, quand, à quelles étapes) avec explications et indication des mois d'expert	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

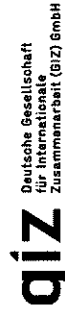


Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Intitulé du projet : Promotion de l'Emploi des Jeunes au milieu rural (PEJ PN III)
Date : 25/09/2023
Responsable de la commission : 20.2076.6-001.00
Évaluateur-rice : Développement du système de renforcement de capacités du Dispositif de Promotion de l'Emploi des Jeunes en milieu rural
Version : Contrat N° 83449132

(1) Critère	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)
1.6.3 Concept de soutien technique du contractant (avec CV des personnes chargées du soutien technique et administratif)	3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total 1.6	7%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.7 Autres exigences	3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1	31%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 Évaluation du personnel proposé											
2.1 Chef d'équipe, Expert-e 1 (conformément aux consignes et aux critères définis dans les TdR)											
2.1.1 - Formation	8%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.2 - Connaissances linguistiques	3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.3 - Expérience professionnelle générale	5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.4 - Expérience professionnelle spécifique	5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.5 - Expérience en management	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.6 - Expérience régionale	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.7 - Expérience dans la coopération au développement	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.1.8 - Autres	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total 2.1	23%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2 Expert-e 2 (conformément aux consignes et aux critères définis dans les TdR)											
2.2.1 - Formation	8%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2 - Connaissances linguistiques	3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.3 - Expérience professionnelle générale	5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.4 - Expérience professionnelle spécifique	5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.5 - Expérience en management	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.6 - Expérience régionale	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.7 - Expérience de la CD	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.8 - Autres	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total 2.2	23%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3 Expert-e 3 (conformément aux consignes et aux critères définis dans les TdR)											
2.3.1 - Formation	8%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.2 - Connaissances linguistiques	3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.3 - Expérience professionnelle générale	5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.4 - Expérience professionnelle spécifique	5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.5 - Expérience en management	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.6 - Expérience régionale	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.7 - Expérience de la CD	2%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3.8 - Autres	0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-total 2.3	23%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 2	69%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 + 2	100%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Évaluation en %											0,0

Schéma d'évaluation de la partie technique des offres pour les marchés d'une valeur inférieure au seuil de l'UE



Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

UO **Intitulé du projet** **Date**
 Responsable de la commission **Promotion de l'Emploi des Jeunes au milieu rural (PEJ PN III)** **25/09/2023**
20.2076.6-001.00

Évaluateur/rice **Développement du système de renforcement de** **Contrat N°**
 Version **capacités du Dispositif de Promotion de l'Emploi des Jeunes en milieu rural** **83449132**

(1) Critérior	(2) Pondération en %	Saisir le soumissionnaire 1		Saisir le soumissionnaire 2		Saisir le soumissionnaire 3		Saisir le soumissionnaire 4		Saisir le soumissionnaire 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Evaluation (2)x(3)
Rang		1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0

Je déclare par la présente que j'ai effectué cette évaluation de manière indépendante, au mieux de mes connaissances et en toute bonne foi. Je traiterai les informations de manière confidentielle et ne transmettrai aucun détail de la procédure d'évaluation en cours.

 Date, signature

Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires (toutes procédures)

<p>1 Responsable du marché</p> <p>2 Évaluation commerciale</p> <p>3 Évaluation technique</p> <p>4</p>	<p>Intitulié du projet : Objet de l'appel d'offres (prestation) :</p>
<p>5</p>	<p>Promotion de l'Emploi des Jeunes en milieu rural Développement du système de renforcement de capacités pour le Dispositif de Promotion de l'Emploi des Jeunes en milieu rural</p>
	<p>Numero de projet : 2020.2076.6-001.00 Numero de contrat : 83449132</p>

Partie A : Informations générales (toutes procédures)

	Candidat / soumissionnaire 1	Candidat / soumissionnaire 2	Candidat / soumissionnaire 3	Candidat / soumissionnaire 4	Candidat / soumissionnaire 5
7	I. Évaluation de l'aptitude commerciale				
8	Motifs d'exclusion obligatoires conformément à l'art. 123 de la loi GWB				
9	Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 124, par. 1 de la loi GWB				
10	Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 124, par. 2 de la loi GWB				
11	Motifs d'exclusion facultatifs conformément à l'art. 22 LKSG				
12	Justificatif d'inscription au registre				
13	Pour les candidatures / soumissions d'offres collectives : déclaration de candidature / soumission d'offre collective				
14	Chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices (pour les appels d'offres lancés dans les six mois suivant la fin du dernier exercice commercial, il est possible de prendre en compte le quatrième avant-dernier exercice) :	Au moins 436800 MAD			
15	Nombre moyen de salarié-e-s (employé-e-s et cadres de direction) sur les trois dernières années civiles :	Au moins 3 personnes			
16	Résultat				
17					
18	II. Évaluation de l'aptitude technique				
19	L'évaluation de l'aptitude technique est effectuée uniquement sur la base de projets de référence d'un volume minimum de :				
20	Au moins 3 projets de référence dans le domaine Développement et ancrage de systèmes de renforcement des capacités				
21	et au moins 1 projet de référence à (la)/au/aux/en Maroc au cours des 3 dernières années.				
22	Résultat				
23					
24	Résultat global des évaluations commerciale et technique				
25					
26					
44	Rang				

Je certifie avoir effectué la présente évaluation en toute indépendance et en mon âme et conscience.

Pour l'évaluation technique :

Pour l'évaluation commerciale :

Date, prénom et nom complets, fonction, UO

Date, prénom et nom complets, fonction, UO

